P. 6 Grand format
Nouvelle plateforme Chronopost à Rouen, entre efficacité et sobriété

P. 8 D'intérêt général
Petites communes, financer de grands projets, c'est possible !

P. 12 Traits d'union
Partenariats et nouveaux services dans l'économie circulaire

postéo

NORMANDIE

Le magazine de la dynamique citoyenne de Normandie — **N° 70** — **Juillet 2025**

le billet de…

Valérie Radix,
déléguée régionale du groupe La Poste
en Normandie

–6,8 %
de gaz à effet de serre
émis par le groupe La Poste
par rapport à 2023.

52 %
des véhicules postaux
qui assurent les livraisons
en Normandie sont électriques.

Selon un rapport publié par l'observatoire Copernicus, 2024 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée en Europe, avec une température de 1,5 °C au-dessus de la moyenne observée durant l'ère préindustrielle. Une tendance qui se vérifie d'année en année et qui impose de réduire drastiquement l'impact de l'activité humaine sur l'environnement.

Le groupe La Poste a fait de l'accompagnement de la transition écologique une priorité de son plan stratégique « La Poste 2030, engagée pour vous ». Mobilisé depuis plus de vingt ans en faveur de l'environnement, il agit pour impliquer ses clients et générer un impact positif pour la planète. En 2024, le groupe a poursuivi la décarbonation de ses activités en réduisant de manière significative ses émissions de gaz à effet de serre.

Dans ce numéro de *Postéo* Normandie, vous découvrirez de belles illustrations de cet engagement. Je pense notamment à l'agence Chronopost qui a ouvert près de Rouen. Cette nouvelle plateforme logistique a été conçue pour répondre à une forte croissance des flux de colis, tout en respectant les normes environnementales les plus élevées. Vous verrez aussi comment La Poste noue des partenariats avec des professionnels de l'économie circulaire et élabore de nouveaux services sur mesure pour réduire et valoriser les déchets.

Bonne lecture.

LA POSTE GROUPE

postéo NORMANDIE

Le cahier régional de *Postéo* est édité par la délégation régionale du groupe La Poste en Normandie. **Directrice de la publication :** Valérie Radix. **Directrice de la rédaction :** Madeleine Baillet. **Rédacteur en chef :** Fabrice Chavalard. **Contributions :** Sophie Guelle. **Crédits photo :** Alice Royer, Hubert Raguet, Adobe Stock, médiathèque du groupe La Poste. **Pages nationales – Directrice de la publication :** Marie-Aude Dubanchet. **Directrice de la rédaction :** Fabienne Rougeot. **Rédactrice en chef :** Aurélie Dehecq. **Crédits photo :** médiathèque du groupe La Poste, mairie de Boulbon, DR. Mentions légales La Poste. **Conception et réalisation :** HAVAS Paris . **Imprimerie :** Gutenberg Networks. Imprimé en France. **Dépôt légal :** juin 2025. Ce produit est composé de matériaux recyclés et de matériaux provenant d'autres sources contrôlées. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte. **Pour contacter la rédaction de *Postéo* :** Le groupe La Poste – Direction de la communication – CP B706 – 9, rue du Colonel-Pierre-Avia – 75757 Paris Cedex 15.

BAC DE TRI

e-accessibility

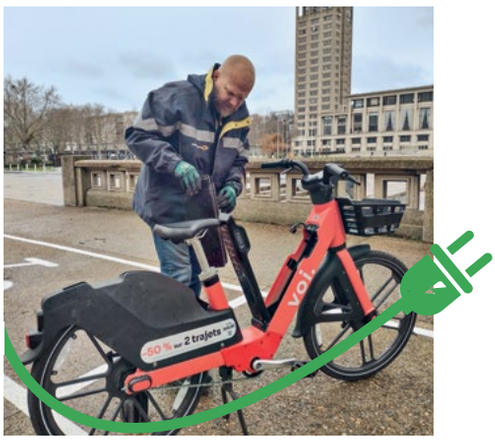
La version numérique de ce document est conforme aux normes pour l'accessibilité des contenus du Web, les WCAG 2.2, et certifié ISO 14289-1. Son ergonomie permet aux personnes handicapées moteurs de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique.

Version e-accessible par DocAxess

NORMANDIE

Facteur de fierté

1885
véhicules électriques postaux (730 voitures, 379 Staby, 670 vélos à assistance électrique, 90 Quadéos et 16 vélos-cargos) circulent chaque jour en Normandie.



ÉCOMOBILITÉ

Une flotte aux bons soins des facteurs

Depuis le mois de janvier 2025, Voi Technology met à la disposition des habitants du Havre des véhicules en mode doux. L'opérateur a confié à la plateforme de distribution du courrier du Havre la gestion de cette flotte composée de 750 trottinettes et de 300 vélos à assistance électrique. Appelée Bemobi, cette nouvelle offre a été conçue pour accompagner les collectivités dans le développement de leurs solutions de mobilité durable. Chaque jour, des facteurs qui ont été formés à cette nouvelle activité sillonnent la ville pour remplacer les batteries déchargées, repositionner les véhicules mal garés et rapatrier ceux qui ont besoin d'être entretenus ou réparés. Ils contrôlent visuellement chaque véhicule pour s'assurer de leur bon état de fonctionnement.

PRÉSENCE

Nouveau point de contact en milieu rural

Lors du Salon international de l'agriculture qui s'est tenu en février dernier à Paris, porte de Versailles, le groupe La Poste et les Chambres d'agriculture de France ont renforcé leur coopération. Cette nouvelle signature porte sur l'élargissement de l'expérimentation de points de contact postaux dans des exploitations adhérentes au label « Bienvenue à la ferme ». Ainsi, en Normandie, un quatrième lieu d'accueil du public a ouvert ses portes le 17 mars, au Mesnil-Jourdain, dans l'Eure. Ce partenariat s'inscrit dans la volonté du groupe La Poste d'apporter un service de proximité à la population, de soutenir les circuits courts et d'entretenir la vitalité des campagnes.

POUR EN SAVOIR PLUS
SCANNEZ LE QR CODE CI-CONTRE

Chiffre clé

467 **relevés** de température réalisés par des facteurs dans des logements du Havre et de Rouen, entre octobre 2024 et mars 2025.

NOUVEAU SERVICE

Relevés de température par des facteurs

Des facteurs vérifient la température à l'intérieur de logements de Rouen et du Havre pour le compte de la société CRAM, une entreprise spécialisée dans la transition énergétique. « Des clients nous sollicitent pour des problématiques de chauffage, explique Stéphane Chevalier, responsable de plateforme de support opérationnel chez CRAM. Nos techniciens sont là pour assurer la maintenance et non vérifier la température. Cette convention avec La Poste permet un gain de temps. La Poste est un tiers de confiance pour nos clients avec une neutralité d'appréciation. Nos agents pourraient être considérés comme juges et parties. » Depuis octobre 2024, plus de 400 relevés de température ont été effectués par des facteurs. CRAM envisage d'élargir le périmètre de cette collaboration.

AUDIT

Classement des rues avec Geoptis

Gouffern-en-Auge, dans le département de l'Orne, a chargé Geoptis, filiale du groupe La Poste, d'établir son tableau de classement des voies (TCV). Cette commune nouvelle est née en 2017 du regroupement de 14 anciennes localités. « Les tableaux de recensement des voies des communes déléguées datent de plusieurs années et n'ont pas toujours été mis à jour, déplore Philippe Toussaint, le maire. Le tableau permettra d'identifier les chemins ruraux goudronnés qui pourront être reclassés en voies communales et ainsi d'augmenter la longueur de voirie prise en compte dans le calcul de la dotation globale de fonctionnement (DGF). » Cet inventaire permet également de se conformer à la loi 3DS de 2022 (différenciation, décentralisation et simplification de l'action politique locale).

POUR EN SAVOIR PLUS SCANNEZ LE QR CODE CI-CONTRE

Chiffre clé

4 **entreprises** sur 10 se sentent menacées par une cyberattaque. Un chiffre en hausse de 33 % par rapport à 2023.

(Source : baromètre Docaposte 2024.)

PARTENARIAT

Une nouvelle offre à La Poste

Depuis plus d'un an, des bureaux de poste du Grand Ouest, dont une trentaine sont situés en Normandie, commercialisent un service imaginé par la société Looztick. Dans un kit, des stickers et des porte-clés dotés d'un QR code permettent de localiser un objet égaré. Grâce à ce partenariat, Looztick s'assure une meilleure visibilité auprès du grand public et des perspectives d'expansion à l'échelle nationale. « En nous associant avec La Poste, nous avons fait évoluer l'offre, explique Simon Landais (ici sur la photo), fondateur de cette start-up en 2019 et originaire de Granville. Désormais, nous proposons des solutions de restitution d'objets trouvés en utilisant notamment le système d'envoi de colis vers les bureaux de poste et les relais La Poste chez des commerçants. »

CYBERSÉCURITÉ

Docaposte, partenaire numérique

Eure Numérique Normandie accompagne les territoires dans la transition digitale depuis sa création en 2014. Entre autres activités, ce syndicat mixte conseille les particuliers, les entreprises et les collectivités sur des formations et les oriente vers des prestataires pour des besoins spécifiques. Dans le cadre d'une convention de partenariat signée en avril dernier, Docaposte, filiale numérique du groupe La Poste, figure dans cette liste d'experts. Depuis mars 2024, Docaposte développe un bouquet de services qui permet aux professionnels et aux collectivités de sécuriser leurs systèmes d'information et de se protéger des cyberattaques.

POUR EN SAVOIR PLUS SCANNEZ LE QR CODE CI-CONTRE

Nouvelle agence Chronopost : quand efficacité rime avec sobriété

Pour accroître sa capacité de traitement et améliorer sa performance énergétique, l'agence Chronopost de Criquebeuf-sur-Seine a déménagé à Petit-Couronne, en Seine-Maritime.
Établie sur 7 280 m², cette nouvelle plateforme traite en moyenne 15 000 colis par jour, avec un objectif à moyen terme de 21 000 colis. Pour assurer cette montée en charge, les équipes ont été renforcées avec la création d'une quinzaine de postes, portant les effectifs totaux à près d'une cinquantaine de personnes. Les chambres froides avec cinq températures dirigées occupent 10 % de la surface totale du site. Ces infrastructures permettent de traiter les colis santé Chronopost Healthcare et les livraisons de produits alimentaires issues de sa filiale Chronofresh. Par ailleurs, l'agence de Rouen Petit-Couronne a reçu la certification BREEAM « Very Good », qui évalue l'impact environnemental d'un bâtiment.

G.R.A.N.D F.O.R.M.A.T

120 tournées partent quotidiennement de l'agence de Petit-Couronne.

« Je suis maire d'une commune avec un taux de chômage très élevé. Cette situation fait suite à la fermeture, il y a douze ans, de la raffinerie de pétrole dans laquelle travaillaient 550 personnes, sans compter les emplois induits. Le site de la raffinerie a été dépollué puis réhabilité. Aujourd'hui, de nouvelles entreprises viennent s'y installer. L'emplacement de Petit-Couronne attire les investisseurs. On est au pied de l'A13 vers Paris ou vers la côte normande, et la Seine verra probablement un développement du trafic fluvial dans l'avenir. L'arrivée de nouvelles sociétés comme Chronopost est une source de vitalité retrouvée. Pour accueillir ces nouveaux arrivants, 3 opérations d'accession à la propriété ont été lancées, celles-ci totaliseront près de 200 logements. Il y a encore six mois, le taux de chômage était de 17%. Aujourd'hui, nous sommes redescendus aux alentours de 15%. »

Joël Bigot,
maire de Petit-Couronne

« Via l'agence Chronopost de Petit-Couronne, des colis sont livrés avec des véhicules électriques qui sont rechargés par des panneaux photovoltaïques. C'est un bel exemple de cercle vertueux que nous intégrons dans nos projets d'implantation. Avant les travaux, le promoteur a commencé par traiter le sous-sol en profondeur. Le bâtiment a ensuite été construit avec des matériaux qui respectent les dernières normes d'isolation. Nous disposons également d'un système de récupération des eaux pluviales. Une fois traitée, l'eau est utilisée pour les sanitaires. Des panneaux photovoltaïques ont été installés sur la toiture. L'énergie produite assure de 25% à 30% des besoins en électricité de l'agence en moyenne sur l'année. Sur le plan national, la part des véhicules électriques représente plus de 20% de notre parc automobile. D'ici à la fin 2030, notre objectif est d'atteindre 80%. »

Pascal Triolé,
directeur Industrie et Achats chez Chronopost

3 millions
d'euros investis par Chronopost pour la construction de la nouvelle agence de Petit-Couronne.

Petites communes, financer de grands projets, c'est possible !

Transitions écologique, numérique, démographique… Les défis à relever pour les communes sont nombreux et elles sont toutes appelées à investir, malgré des marges de manœuvre financières souvent limitées. Des solutions existent, y compris pour les petites communes, pour leur permettre de mener à bien leurs projets.

Dans un contexte marqué par les effets du changement climatique, par les impératifs de modernisation des équipements publics et par la généralisation de l'usage du numérique, les communes françaises sont en première ligne. Rénover une école, créer des équipements sportifs, faire évoluer une flotte de véhicules vers l'électrique, réhabiliter des bâtiments communaux ou déployer la fibre optique : les projets se multiplient et deviennent de plus en plus coûteux. Selon une étude menée par La Banque Postale et l'Institute for Climate Economics (I4CE) [1], rien que pour répondre aux objectifs de la stratégie française sur l'énergie et le climat, les collectivités devront investir, en moyenne, 11 milliards d'euros supplémentaires par an d'ici à 2030 dans les secteurs du bâtiment, des transports et de l'énergie. Les besoins sont importants dans les communes, car celles de moins de 10 000 habitants connaissent un fort ralentissement de la progression de leur épargne brute, et celles de plus de 10 000 habitants subissent une baisse de cette épargne.

Financer toutes les communes

Premier prêteur bancaire [2] des collectivités locales depuis 2015, La Banque Postale déploie toute une gamme d'outils financiers adaptés aux besoins de toutes les communes, sans condition de taille. Crédits à long terme dès 40 000 euros empruntés, lignes de trésorerie sur trois cent soixante-quatre jours, prêts relais dans l'attente du versement de subventions : chaque solution est pensée pour convenir à la réalité des territoires. La Communauté de communes Gâtinais Val-de-Loing (19 000 habitants), en Seine-et-Marne, a pu financer les travaux de déploiement de la fibre sur les sites isolés, grâce à un prêt social de 392 000 euros. Dans le Pas-de-Calais, c'est un prêt social de 3 millions d'euros qui a été accordé à la commune d'Ambleteuse (2 105 habitants) pour financer la rénovation d'infrastructures sportives.

Aider à obtenir des subventions

Si les concours financiers de l'État aux collectivités territoriales s'élevaient à 54,8 milliards d'euros en 2024, la recherche de subventions s'apparente à un parcours du combattant pour une petite structure aux moyens humains limités. Et parce que la recherche d'aides publiques est aussi un levier important pour permettre aux communes d'optimiser leur plan de financement, La Banque Postale se positionne comme facilitateur. Son service Subzen permet aux collectivités d'identifier les bons interlocuteurs et assure la préparation comme le suivi des dossiers pour maximiser le taux de subventionnement. En Seine-Maritime, par exemple, la commune de Maromme (11 000 habitants) a ainsi pu engager la réhabilitation de l'hôtel de ville ainsi qu'une extension de sa médiathèque avec l'appui de La Banque Postale.

(1) « Panorama des financements climat des collectivités locales », septembre 2024. (2) Source : « Observatoire de la dette des collectivités », Finance Active, mars 2025.

À Boulbon, rénover pour consommer moins et mieux

Dans la petite commune de Boulbon (1 530 habitants), située dans les Bouches-du-Rhône, la réhabilitation de deux bâtiments communaux – un ancien presbytère et une ancienne école – pour les transformer en logements à loyers encadrés et en locaux associatifs, avait comme priorités de réduire les consommations énergétiques et d'améliorer le confort d'usage. Pour mener à bien ce projet structurant, la municipalité a d'abord bénéficié d'un prêt vert complété par un prêt relais qui ont permis de préfinancer les subventions attendues. Une solution doublement avantageuse, saluée par Jérémie Becciu, le maire de Boulbon : « Le soutien de La Banque Postale a été déterminant pour transformer des structures classées F en logements classés A. Cette collaboration fructueuse a permis de maintenir notre jeunesse dans le village et de dynamiser notre tissu associatif et commercial. »

Témoignage

« La commune avait un déficit de plus de 1 million d'euros, à ma prise de fonction. La Banque Postale a répondu présente en nous accordant un prêt social pour financer les travaux d'extension d'une école et d'équipement de la maison de la culture : c'est grâce à cet emprunt que ces projets importants ont pu démarrer. Au-delà d'un prêt, c'est un partenariat précieux qui a aidé la collectivité, alors en grande difficulté financière. »

Victor Denouvion,
maire de la commune de Saint-Jory (Haute-Garonne) (8 311 habitants)

RETROUVEZ LES SOLUTIONS DE LA BANQUE POSTALE POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES EN SCANNANT CE QR CODE

Un comité au service des territoires

Créé par La Banque Postale, le comité d'orientation des finances locales réunit des élus locaux, d'anciens parlementaires et des experts du secteur public. Son rôle : éclairer les choix stratégiques de La Banque Postale en matière d'offre et de services pour les collectivités. Véritable instance de dialogue, le comité suit de près l'évolution des besoins des territoires, l'actualité du secteur public local, tout comme les grandes tendances en matière de financement. Il contribue ainsi à adapter les solutions proposées – comme les prêts verts, les outils d'analyse financière ou l'accompagnement Subzen – aux réalités de terrain. C'est aujourd'hui un levier essentiel pour faire de La Banque Postale un partenaire engagé et toujours à l'écoute des collectivités.

LA BANQUE POSTALE, UN ACTEUR CLÉ DANS LE FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Ancrée au cœur des territoires, La Banque Postale accompagne les collectivités dans la réalisation de leurs projets d'investissement : mobilité durable, modernisation des infrastructures, digitalisation des services, cohésion sociale… Et ce, quel que soit leur besoin, quelle que soit leur taille.

AUX CÔTÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

1er prêteur
des collectivités locales pour la 10e année consécutive (1)

11,8 Mds€ de prêts
accordés au secteur public local

Près de **1 prêt sur 2**
octroyé à une commune de moins de 10 000 habitants

400 collaborateurs
en région dédiés aux personnes morales et au secteur public local, dont 120 chargés d'affaires spécialisés sur le secteur public

AU SERVICE DES GRANDES TRANSITIONS

1,9 Md€ de prêts verts et sociaux
octroyés aux collectivités locales

1,53 Md€ de prêts
accordés au logement social, à la santé et au milieu associatif

1 association sur 10
en France est cliente de La Banque Postale

ENGAGÉE POUR LA PLANÈTE

1re banque
engagée à sortir du financement des énergies fossiles à l'horizon 2030

Données 2024 – (1) Source : « Observatoire de la dette des collectivités », Finance Active, mars 2025.

Traits d'union

#décarboner

Développement de nouveaux services à destination des collectivités, signature de partenariats avec des entreprises de l'économie circulaire... Le groupe La Poste poursuit son implication dans la réduction et la valorisation des déchets.

P. 12

#dynamiser

Afin de satisfaire de nouveaux besoins en logistique de proximité, La Poste a conçu des solutions sur mesure regroupées depuis 2022 sous l'appellation Log'issimo. Trois agences de cette nouvelle marque sont aujourd'hui opérationnelles en Normandie.

P. 14

#connecter

La commune de Bagnoles-de-l'Orne-Normandie s'est attaché les services de Docaposte. Chaque mois, la filiale du groupe La Poste, aujourd'hui leader de la confiance numérique en France, assure l'envoi dématérialisé des bulletins de salaire.

P. 15

100000

clients entreprises sont desservis quotidiennement par les équipes de Log'issimo en France, à la suite du lancement de la marque en avril 2022.

71%

des salariés français qui reçoivent leur bulletin de paie en format papier seraient prêts à accepter un envoi dématérialisé.

(Étude Digiposte de juillet 2020.)

#décarboner

Nouveaux services et partenariats dans l'économie circulaire

Afin de réduire son impact environnemental, La Poste agit en faveur de l'économie circulaire. En plus d'initiatives internes, l'entreprise noue des partenariats et développe de nouveaux services, contribuant ainsi à la diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Reconditionnement, réemploi, recyclage… L'économie circulaire est un facteur essentiel de la réduction de l'impact des activités du groupe La Poste sur l'environnement.
Cet engagement responsable porte ses fruits. En un an, le groupe a réduit de 6,8 % ses émissions de gaz à effet de serre par rapport à 2023.
La gestion raisonnée des ressources se concrétise d'abord en interne dans l'entreprise. Depuis deux ans, la plateforme de distribution du courrier de Fécamp, en Seine-Maritime, s'est dotée d'un système de récupération des eaux de pluie qui alimente les sanitaires (lire *Postéo* Normandie n° 66).
Le groupe La Poste développe aussi des solutions pour accompagner les politiques publiques en faveur du développement durable.
Les collectivités peuvent s'appuyer sur la proximité des facteurs pour sensibiliser la population au tri sélectif ou organiser la collecte des biodéchets. La coopération va jusqu'à la création de prestations sur mesure. Depuis octobre dernier, des factrices recensent les déchets abandonnés sur la voie publique pour le compte de la Communauté urbaine Caen la Mer. Les résultats des inventaires serviront à la collectivité pour l'élaboration de plans d'action.
Depuis un an, La Poste commercialise des vélos de facteur à assistance électrique reconditionnés par Nouvelle Attitude, sa filiale d'insertion par l'emploi.
Elle noue aussi des partenariats avec des entreprises qui partagent cette même volonté d'intégrer l'économie circulaire. Ainsi, des bacs de récupération de l'entreprise Lunettes de Zac ont été installés dans les espaces d'accueil de cinq bureaux de poste normands. Cette collaboration permet aux paires de lunettes ainsi collectées de connaître une seconde vie.

La Poste a fait don de 4 900 matériels informatiques pour un réemploi solidaire en 2023.

« L'économie circulaire n'a que des vertus, avec un impact fort au niveau de l'emploi et de l'écologie. Au niveau du coût, le reconditionnement revient moins cher que de faire venir de la matière première. La Poste est un partenaire avec lequel je souhaitais travailler depuis longtemps. C'est un acteur de proximité pour les consommateurs et qui inspire confiance. »

Ophélie Vanbremeersch,
présidente et fondatrice de l'entreprise Lunettes de Zac

« Intégrer de nouvelles habitudes de tri demande un accompagnement des usagers, et l'enjeu est de taille : les biodéchets représentent 20 % des ordures ménagères qui partent à l'incinération. C'est notre rôle d'impulser ce mouvement et de le faire de façon réfléchie afin qu'il se pérennise. C'est important pour la planète et donc pour chacun d'entre nous. »

Nicolas Mayer-Rossignol,
maire de Rouen et président de la Métropole Rouen Normandie

POUR EN SAVOIR PLUS SCANNEZ LE QR CODE CI-CONTRE

2

OUISTREHAM (14)

Campagne de réduction des déchets

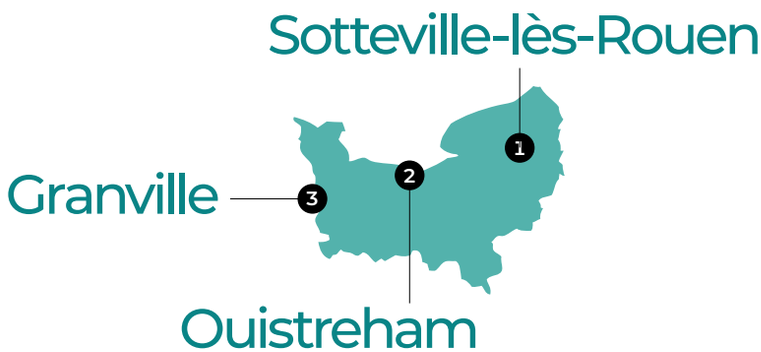
Depuis octobre 2024, deux factrices recensent la présence de détritus sur la voie publique (comme ici à Ouistreham) pour le compte de la Communauté urbaine Caen la Mer. « Ce diagnostic va nous aider dans la mise en place d'actions concrètes, explique Julie Louvet, chargée par la collectivité du pilotage du plan de lutte contre les déchets abandonnés. Par exemple : sensibiliser la population avec de la signalétique, mieux répartir les points de collecte ou adapter le volume des contenants. » Cette opération, qui va durer un an, bénéficie d'un accompagnement financier de Citeo dans le cadre d'un appel à projets.

1

SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN (76)

Les facteurs favorisent le tri sélectif

La Métropole Rouen Normandie teste, depuis janvier 2024, la collecte de déchets alimentaires auprès de 2 900 foyers de Sotteville-lès-Rouen. À l'aide d'un bio-seau, des résidents de logements collectifs récupèrent leurs déchets puis les transportent jusqu'au point d'apport volontaire le plus proche. Pour présenter le dispositif et fournir les bio-seaux, la collectivité s'est appuyée sur les facteurs. Un an après le lancement, le bilan est jugé positif par la métropole. L'expérimentation a donc été étendue à d'autres banlieues rouennaises situées sur la rive gauche de la Seine.



3

GRANVILLE (50)

Lunettes de Zac et La Poste : une vision commune

Depuis la mi-février, le bureau de poste de Granville, dans la Manche, teste la collecte de montures inutilisées et la commercialisation de lunettes recyclées en partenariat avec Lunettes de Zac. Grâce à une boîte installée dans l'espace d'accueil, les clients peuvent déposer leurs anciennes lunettes. Elles seront ensuite récupérées puis remontées dans les ateliers de l'entreprise Vitamine T par des personnes en réinsertion professionnelle. Dans le même espace, des lunettes loupes et des modèles solaires sont proposés à la vente. Les montures reconditionnées sont équipées de verres neufs fabriqués en France et sont garanties deux ans. Et ce sont quatre autres bureaux de poste normands dans le Calvados (Deauville et Honfleur) et en Seine-Maritime (Dieppe et Eu) qui participent à cette expérimentation qui va durer un an, avant une possible généralisation.

POUR EN SAVOIR PLUS SCANNEZ LE QR CODE CI-CONTRE

#dynamiser

Log'issimo, le service logistique agile de La Poste

Livraison de repas ou de pièces automobiles, réassort de magasin… Depuis trois ans, La Poste développe des solutions logistiques de proximité sous la marque Log'issimo.

Nouvelle marque de la branche Services-Courrier-Colis, Log'issimo propose une large gamme de services de proximité adaptée aux nouveaux besoins des entreprises et des collectivités. Afin de réaliser des prestations de logistique dans les meilleures conditions, les sites courrier se transforment pour accueillir des agences. On dénombre au total 70 agences Log'issimo sur tout le territoire national, dont trois sont situées en Normandie, dans le Calvados (à Colombelles) et en Seine-Maritime (au Havre et à Rouen). « Log'issimo offre des services sur mesure aux clients, grâce à des solutions intégrées clés en main telles que des collectes, des livraisons mutualisées ou des espaces de stockage proches des centres-villes, indique Caroline Comina, directrice régionale Log'issimo Normandie. Les services logistiques de proximité proposés répondent aux nouveaux enjeux de rapidité et de performance écologique des entreprises et des collectivités, qui peuvent alors se concentrer sur leur cœur de métier. À Saint-Lô, Log'issimo livre en circuit court les fruits et légumes d'un maraîcher. Sur les sites des entreprises Forvia à Messei, près de Flers, Framatome à Rugles, dans l'Eure, ou à la Chambre d'agriculture d'Alençon, nos équipes réapprovisionnent les frigos connectés Foodles, qui permettent aux employés de se restaurer. »

406 repas livrés, 7 frigos connectés réapprovisionnés et 100 prestations de réassort assurées chaque jour par les équipes de Log'issimo Normandie.

Le premier camion électrique en Normandie

Un poids lourd électrique est opérationnel depuis mai 2025 sur le site de l'agence Log'issimo de Colombelles. Il effectue la liaison entre la plateforme et des professionnels de l'agglomération caennaise. « Avec ce camion qui peut accueillir un volume de colis 5 fois supérieur à celui d'un véhicule thermique, nous allons gagner en efficacité pour nos clients en réduisant les déplacements, se félicite Caroline Comina, directrice régionale Log'issimo Normandie. Un seul voyage suffira pour collecter les colis d'un logisticien qui nous confie jusqu'à 450 objets sur la période de Noël. » La dotation d'un second poids lourd électrique est programmée pour la fin d'année sur le site de Rouen.

POUR EN SAVOIR PLUS
SCANNEZ LE QR CODE CI-CONTRE

#connecter

Gestion et numérisation des courriers entrants

Depuis juin, Docaposte assure la gestion des courriers entrants pour le compte du commissaire de justice SAS CG2M de Rouen.

Chaque jour, les courriers à destination du cabinet sont redirigés vers la plateforme Docaposte de Bourges. Les opérateurs numérisent les documents puis les injectent sur un portail partagé appelé GED (gestion électronique de documents).

Ce service garantit la traçabilité des échanges et oriente les correspondances vers les bons destinataires. Il assure aussi au personnel une prise de connaissance rapide des courriers reçus, même à distance. Le statut de leader de la confiance numérique en France de Docaposte et la présence d'un interlocuteur de proximité ont pesé dans le choix de cette étude, qui reçoit plus de 150 lettres par jour. En plus des courriers, Docaposte prend également en charge le traitement des chèques pour en accélérer l'encaissement.

Plus de 10 000 plis entrants sont traités chaque jour en France par 1 800 collaborateurs de Docaposte.

Les bulletins de paie en format numérique

La commune de Bagnoles-de-l'Orne-Normandie a signé un contrat de dématérialisation des bulletins de salaire avec Docaposte.

Chaque mois, la filiale numérique du groupe La Poste, via son offre Maileva, prend en charge l'expédition de l'ensemble des bulletins de paie. Selon les préférences des salariés, les documents sont envoyés puis distribués par les facteurs en format papier ou transmis numériquement dans des coffres-forts nominatifs. Cette seconde solution garantit l'intégrité et la disponibilité des documents, hébergés pendant cinquante ans (ou jusqu'aux 75 ans du salarié) et la confidentialité des données collectées. Le service est opérationnel depuis le mois d'avril et concerne 70 personnes, agents municipaux et élus.

La loi Travail de 2017 favorise l'adoption du bulletin de paie numérique. L'employeur peut dématérialiser le document sans l'accord préalable du salarié.

« Les communes hésitent à s'endetter, car elles redoutent les charges futures »

Avec des ressources contraintes, les petites villes doivent redoubler d'agilité pour continuer à investir et à répondre aux besoins de leurs habitants. **Philippe Baeteman,** maire de Bouglainval (28) et responsable d'études financières à La Banque Postale, décrypte les évolutions budgétaires et souligne le rôle essentiel d'une banque de proximité pour accompagner ces territoires qui totalisent 39 % de la population française.

REFLEXIONS

MINI-CV

Depuis 2014
Responsable des études sur les finances des collectivités locales (communes, intercommunalités et syndicats) à la direction des études et de la recherche de La Banque Postale

1997-2013
Responsable de la gestion de projets informatiques au sein du service financier de La Poste puis de celui de La Banque Postale

Depuis 2005
maire de la commune de Bouglainval, en Eure-et-Loir (754 habitants)

Quelle était la situation financière des petites communes il y a dix ou quinze ans ?
À cette époque, les petites collectivités bénéficiaient d'un environnement budgétaire plus prévisible et affichaient des revenus supérieurs aux dépenses qui leur permettaient de cumuler de l'épargne brute année après année. Elles profitaient également de taux d'intérêt très bas – inférieurs à 1 % pour des emprunts sur vingt ans, par exemple – et préféraient donc emprunter pour étaler le financement de leurs projets sur vingt, vingt-cinq ou trente ans, plutôt que de devoir toucher à leur bas de laine.

Qu'est-ce qui a changé ces dernières années ?
Avec la crise, l'inflation et les taux d'intérêt qui ont augmenté, elles ont désormais tendance à puiser dans leur réserve de trésorerie. Pour la seconde année, on constate, dans notre étude[1], que les petites villes mobilisent leur trésorerie au service de l'investissement à hauteur de 0,8 milliard d'euros et que, dans le même temps, le recours à l'emprunt est en recul de 0,7 %. Pourquoi ? Parce que, d'un côté, les dépenses ne cessent d'augmenter – on parle d'une progression de 17,2 % sur la période 2019-2024 –, ce qui impacte les communes sur le long terme. On peut citer, par exemple, l'augmentation à venir du taux de cotisation à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL), qui va passer de 30,5 % à 42,5 % en 2028. Cela représente environ 250 millions d'euros de dépenses par an jusqu'en 2028 pour les communes de 2500 à 25000 habitants. La multiplication des normes imposées aux collectivités, qu'elles soient énergétiques ou autres, pèsent aussi sur leurs finances. Résultat : les communes hésitent à s'endetter, car elles redoutent les charges futures et manquent de visibilité sur les recettes et les subventions à venir. Et, de l'autre côté, le produit des impôts fonciers a progressé de 3 milliards d'euros, soit deux fois moins que l'évolution des dépenses. La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales à partir de 2019, par exemple, a privé les communes d'un levier fiscal direct.

Dans ce contexte, comment La Banque Postale se positionne-t-elle pour répondre aux besoins des communes ?
C'est par notre connaissance des enjeux des territoires et notre présence pour toutes les communes, qu'elles soient rurales ou de grandes métropoles, que nous sommes depuis 10 ans leader du financement bancaire des collectivités. Et à ma connaissance, elle est la seule banque qui possède un service d'études dont les analyses sont reconnues par le ministère de l'Économie et des Finances, la Cour des comptes ou les associations d'élus. C'est un niveau d'expertise qui est rassurant pour les collectivités qui sollicitent La Banque Postale pour qu'elle leur apporte une solution de financement. Et ça, c'est vraiment différenciant.

(1) « Regard financier sur les petites villes », étude publiée par l'Association des petites villes de France et La Banque Postale, juin 2025.

DÉCOUVREZ L'ÉTUDE « REGARD FINANCIER SUR LES PETITES VILLES »
EN SCANNANT CE QR CODE